

CONVENTION

La Commune de Colleville-Montgomery

Dont le siège est : 3, Grande Rue - 14880 Colleville-Montgomery

Représenté par Frédéric LOINARD

En sa qualité de Maire

Habilité par délégation du Conseil Municipal en date du 7 avril 2014 et en vertu de la délibération du 7 avril 2014

Ci-après dénommée le Partenaire

D'une part,

Et

La Commune de Ouistreham

Dont le siège est : Place Albert Lemarignier – 14150 Ouistreham Riva-Bella

Représenté par Romain BAIL

En sa qualité de Maire

Habilité en vertu de la délibération du 17 juin 2024

Ci-après dénommée la Commune

D'autre part.

Ensemble ci-après dénommées les « Parties ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Dans le cadre de la création de la Fondation Léon Gautier sise à Ouistreham Riva-Bella et en soutien à l'histoire des commandos sur nos deux communes, la Commune de Ouistreham Riva-Bella et la commune de Colleville-Montgomery ont décidé de créer une exposition en plein air partant du poste de secours N°1 et allant jusqu'au poste de secours de Colleville-Montgomery.

Cette exposition sera composée d'une vingtaine de panneaux et sera mise en place par les services de la Ville de Ouistreham Riva-Bella.

Article 2 – Dispositions financières et comptables

La coût d'impression de cette exposition est de 3500 euros TTC. Cette somme correspond à la production des 20 panneaux au format de 2m * 1m sur support dibond. A cela, il faut ajouter le travail du graphiste de la ville de Ouistreham Riva-Bella et des services techniques de la ville de Ouistreham Riva-Bella correspondant à un total de 35heures. Le coût/horaire de ce travail est de 25 euros/h donnant un total de 875 euros.

Le coût total de mise en place de cette exposition est donc de $3500 + 875 = 4375$ euros.

Le partenaire (la commune de Colleville-Montgomery) s'engage à rembourser la somme de 1075 euros à la Commune de Ouistreham Riva-Bella, sur présentation d'une facture (titre de recettes) par la Commune de Ouistreham.

Il s'agit d'une somme forfaitaire correspondant à la prise en charge de 5 panneaux sur les 20 produits.

Article 3 – Obligations communes

Etant donné que le coût de l'exposition sera pris en charge par la commune et le partenaire, les deux parties seront propriétaires des panneaux d'exposition sur leur territoire.

Il est donc normal que les deux parties précèdent tout changement qui serait fait à l'exposition (déplacement, changement de panneau, etc.) par un accord écrit des deux communes.

Les parties s'engagent également à assurer les panneaux présents sur leurs territoires afin de pouvoir les remplacer en cas de dégradation. Cette assurance devra être effective de la pose de l'exposition à la fin du mois de septembre à minima.

Si une des parties décide de ne pas assurer les panneaux, elle s'engage néanmoins à prendre à sa charge la remise en état des panneaux en cas de dégradation.

Article 4 – Résiliation

En cas de manquement par l'une des parties à l'une ou l'autre de ses obligations au titre du présent contrat non réparé dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la partie plaignante notifiant les manquements en cause et valant mise en demeure, la partie lésée pourra résilier de plein droit ledit contrat par lettre recommandée avec accusé de réception sans qu'il y ait besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Article 5 - Confidentialité

Il est convenu entre les Parties que les informations échangées à l'occasion de la négociation et de l'exécution du présent contrat sont des informations confidentielles, en dehors de celles déjà publiques, exception faite de la communication des présentes aux ayant droits.

Article 6 - Durée de validité

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature et ne prendra fin que sur le consentement mutuel des deux parties.

Article 7 - Désaccords

La validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumise à une conciliation amiable préalablement à tout recours contentieux. En cas de désaccord persistant, tout litige relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Fait en deux exemplaires à Ouistreham Riva-Bella le 5 juin 2024,

Pour le Partenaire,
Le Maire
Frédéric LOINARD,

Pour la Commune,
Le Maire,
Olivier BAILLON
